



Siège

1.2.3.4.5.Ô
franceinfo:

Préambule au CSE Siège 12 Novembre 2019

Hôpitaux, école, transports, retraite, assurance chômage, audiovisuel public :

Vivement le 5 décembre !

« En raison de l'organisation de la grève interprofessionnelle qui débutera lundi 5 décembre prochain, le CSE des 5 et 6 décembre est donc reporté au 10 et 11 décembre ».

C'est à la demande des élu-e-s que la direction a pris la raisonnable décision de ce report du CSE de décembre compte tenu de l'ampleur annoncée de ce mouvement du 5 décembre. Il faut dire que les raisons de la colère ne manquent pas et s'accumulent dans la plupart des secteurs. L'urgence sociale s'impose de jour en jour.

Plus de 9,3 millions de personnes sous le seuil de pauvreté en France, une hausse de 500 000 en un an. Dans le même temps, le secrétaire d'État au logement se dit très fier d'avoir augmenté de 14 000 places les hébergements d'urgences pour cet hiver : « *Comment dans notre société peut-on vivre avec autant de personnes à la rue ?* » ose-t-il déclarer « *Il faut trouver des solutions à long terme pour sortir ces personnes de la précarité* » comme si cela n'avait rien à voir avec la politique de Monsieur Macron sur les retraites et le chômage, entre autres.

Il y a bien un petit monde qui n'a rien à redire à cette politique, c'est celui des patrons du CAC 40 qui auront vu, selon le cabinet Proxinvest, leur rémunération moyenne progresser de 12% en 2018 à hauteur de 5,77 M€, un niveau record depuis 2003. Des riches de plus en plus riches, des pauvres de plus en plus nombreux.

L'audiovisuel public n'échappe pas à l'austérité générale qui asphyxie les services publics, lui qui subit depuis des années les attaques répétées de la part d'un gouvernement qui n'a jamais caché son hostilité à l'encontre de France Télévisions.

Alors que le nœud coulant budgétaire se resserre (62 M€ d'économies supplémentaires au budget 2020), que l'entreprise est déjà soumise à un plan d'économies sans précédent, les nuages s'amoncellent avec le projet d'une holding France Média chapeautant l'ensemble des entreprises publiques dans le but à peine dissimulé d'y réaliser de substantielles économies d'échelle.

Si le projet entend maintenir le pilotage des lignes éditoriales au niveau des sociétés filiales, les menaces sont évidentes pour ce qui concerne la mutualisation des fonctions de gestion, de l'immobilier, de la formation professionnelle, des ressources humaines... Un fauteuil pour quatre... de quoi alimenter la peur du lendemain qui n'épargne plus les salariés du Siège.

Et en attendant, le plan de départs volontaires se poursuit, sans que l'on comprenne comment la direction va s'y prendre pour assurer la continuité des activités tant le

dossier semble mal anticipé. 641 départs d'ores et déjà actés à FTV dont 378 d'ici la fin de l'année.

C'est donc dès le mois de janvier 2020 que l'impact du plan de départs va se faire ressentir dans les services. Moins de salariés pour une charge de travail inchangée, le bon ingrédient pour les risques psycho sociaux.

La réponse ne peut évidemment pas être un remplacement sur deux ou un remplacement sur trois. Il faut dès à présent anticiper pour préserver les conditions de travail et de santé de ceux qui restent sans revoir à la baisse nos exigences de qualité ou de service public.

Paris, le 12 novembre 2019